

Sénat de Belgique.

Projet de loi relatif à la libre réexportation des Farines provenant des grains entreposés en entrepôt libre.

Léopold, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

Article premier.

Par extension des dispositions de la loi du 31 mars 1828 (*Journal Off.*, n° 10) sur les entrepôts généraux de libre réexportation, et de celle du 18 juin 1836 (*Bulletin Off.*, n° 325), sur le transit, les grains de froment étranger déposés directement, lors de leur arrivage, en entrepôt de libre réexportation, pourront être convertis en farine (dite fleur de farine à l'américaine) dans les moulins du pays, et continueront néanmoins à jouir du bénéfice de la libre réexportation par mer, sous les conditions stipulées dans les articles suivants.

Toutefois, cette faculté ne sera accordée que pour les grains reconnus de qualité bonne et marchande, par l'administration des douanes.

Art. 2

L'entrepositaire qui désirera jouir de cette faculté devra en adresser la demande au Ministère des Finances, avec indication du nom ou de la raison de commerce du lieu de situation de l'établissement dans lequel il se propose de faire moudre le grain, lequel, dans aucun cas, ne pourra être situé dans la distance de 2,500 mètres de la frontière, de la quantité de grains qui peut être moulue et blutée dans l'espace d'un mbs, ainsi que de la marque qu'il se propose d'apposer sur les barils, futailles ou sacs dans lesquels les farines destinées à l'exportation seront renfermées.

Le même établissement ne pourra retirer de l'entrepôt une quantité supérieure à celle de 3,000 hectolitres de froment, et aucune demande nouvelle, jusqu'à concurrence dudit chiffre, ne pourra être admise, avant que le froment

retiré ait été remplacé en tout ou en partie par une quantité équivalente de farine, conformément à l'art. 4 ci-après.

Dans aucun cas, la quantité de froment à retirer de l'entrepôt ne pourra être supérieure aux moyens de trituration des moulins où il s'agit de moudre le grain retiré, et cela, eu égard au délai fixé en conformité de l'art. 3 (§ 2 ci-après).

Art. 3.

Après qu'il en aura obtenu l'autorisation, il sera admis à retirer de l'entrepôt, soit en une, soit en plusieurs parties successives, jusqu'à concurrence du *maximum* de 3000 hectolitres, la quantité par lui déclarée au bureau des douanes, sous bonne et valable caution, savoir : quand il existe des droits d'entrée en vertu de la loi sur les céréales, pour le montant double du droit d'importation, au taux du jour de l'enlèvement ; ou, lorsqu'il y a libre entrée ou prohibition à la sortie, pour le montant double du droit le moins élevé, établi par ladite loi à l'entrée du froment, ou en cas de prohibition à l'entrée, pour le double de la valeur du blé retiré : l'intéressé sera tenu de lever, pour chaque partie à retirer de l'entrepôt, un ou plusieurs passavans-à-caution dans lesquels on inscrira :

- 1° La quantité de grains à laquelle il se rapporte ;
- 2° Le délai endéans lequel les farines à provenir de ces grains devront être réintégrées dans l'entrepôt.

Cette expédition sera du reste assujettie aux formalités et conditions ordinaires prescrites par la loi sur les douanes.

Art. 4.

Il sera tenu, dans l'entrepôt, un compte courant spécial pour chaque entrepositaire admis à user de la faculté prémentionnée, dans lequel on inscrira, d'une part, les quantités de grains qui lui seront régulièrement délivrées de la manière ci-dessus prescrite, et d'autre part, le retour à l'entrepôt des farines provenant de ces grains, lesquelles devront y être reproduites dans la proportion de 78 kilogrammes de fleur de farine reconnue pure, bonne, marchande, et en outre de 20 kilogrammes de son, le tout par 100 kilogrammes de grains.

L'entrepositaire aura la faculté, quant au son, de le réexporter ou de le conserver dans le pays ; et, dans ce dernier cas, moyennant un droit de 10 centimes par 100 kilogrammes.

Toute l'opération, depuis le premier enlèvement des grains jusqu'à la rentrée des farines en entrepôt, devra être achevée dans le terme de deux mois au plus, pour chaque déclaration admise.

La reproduction des farines et du son devra toujours s'effectuer par parties dont la quantité corresponde à celle des grains compris, soit dans un seul et même passavant-à-caution, soit dans plusieurs à la fois.

Art. 5.

L'entrepositaire sera tenu au paiement immédiat du double droit d'importation au taux le plus élevé, constaté pendant le délai de deux mois fixé pour la reproduction des farines, sur toutes les quantités de grains qui, à l'expiration de ce délai, n'auront pas été dûment rapportées en farine à l'entrepôt ; men-

tion de ce paiement sera, dans ce cas, inscrite en décharge à son compte courant.

S'il existait, ou s'il survenait, pendant le cours de ce délai, une prohibition à l'importation de cette espèce de grains, le droit dû serait exigé au taux de la double valeur des grains non reproduits en farine.

Si, au contraire, il survenait ou s'il y avait liberté d'importation pendant ce délai, la somme à payer serait égale au double du droit le moins élevé, établi par la loi des céréales à l'entrée du froment.

Art. 6.

Une commission sera instituée par arrêté Royal, à l'effet de procéder à l'expertise de l'espèce et de la qualité des farines présentées pour être réintégrées en entrepôt.

Le même arrêté déterminera tout ce qui se rattache à ladite expertise, ainsi qu'aux marques ou barillage, etc., des farines. Il réglera notamment :

1° La forme, les dimensions et le poids des barils, ainsi que l'espèce des matériaux dont ils doivent être construits ;

2° Les marques particulières à apposer sur les barils, avant et après leur mise en usage, et les formalités à observer à cet effet ;

3° Le degré de blutage obligatoire, le mode de vérification de la qualité de farine, ainsi que la forme de l'expertise et de la vérification auxquelles elle sera assujettie pour être réintroduite en entrepôt, et admise ultérieurement à la libre réexportation.

Les experts chargés de cette vérification seront nommés par le Gouvernement. Leur salaire, à charge de l'entrepositaire ou de l'exportateur, sera pareillement déterminé par lui, et ne pourra excéder 25 centimes par baril de farine réintégrée en entrepôt.

Art. 7.

Toute substitution ou tout mélange de matières hétérogènes aux farines présentées pour jouir du bénéfice de la libre réexportation, seront punis, à charge de l'entrepositaire et de ses agens, solidairement et sauf leur recours les uns envers les autres, d'une amende égale à la double valeur, au taux des mercures, de toute la partie de la farine dans laquelle la substitution ou le mélange aura été reconnu.

Art. 8.

Les farines à réintégrer en entrepôt ne seront ensuite admises à la réexportation que par le port de l'importation, ou par un autre port où se trouve un entrepôt général de libre réexportation, lorsque les farines seront dirigées de l'établissement de mouture, vers ce dernier port.

Les farines de froment pourront, après leur réintégration en entrepôt, être mises en consommation, si la loi sur les céréales en permet l'introduction moyennant paiement des droits d'entrées ou en exemption desdits droits, lorsqu'il y aura libre importation de froment.

Dans aucun cas, elles ne pourront être entreposées, et par suite admises à la réexportation, que pour autant qu'elles auront été reconnues par les experts réunir les conditions requises à cet effet par la présente loi.

(4)

Art. 9.

La réexportation de farines demeure soumise à toutes les obligations, conditions et formalités prévues par la loi du 18 juin 1836 sur le transit, ainsi qu'aux pénalités qu'elle applique aux contraventions en matière de transit, suivant le cas dans lequel ces mêmes contraventions seraient constatées.

Art. 10.

Il est réservé au Gouvernement de refuser l'autorisation mentionnée à l'article 3 de la présente loi, dans le cas où il y aurait prohibition de froment à la sortie.

Art. 11.

La présente loi n'aura d'effet que jusqu'au premier avril 1842.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 4 février 1840.

*Le Président de la Chambre
des Représentans,*

(Signé) FALLON, LISONS.

*Les Secrétaires,
Membres de la Chambre,*

(Signé) B. DU BUS.

MAST DE VRIES.

(1)

(ANNEXE AU N° 26.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1939-1940.

Rapport sur l'application de la loi du
30 juillet 1938 concernant l'usage des
langues à l'armée.

MINISTÈRE Bruxelles, le 22 mars 1940
DE LA
DÉFENSE NATIONALE
CABINET DU MINISTRE
N° 26/523/L.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En annexe au rapport que j'ai déposé, en séance du Sénat du 12 décembre 1939 (*Doc.* n° 26); sur le bureau du Sénat, et qui est relatif à l'application des lois linguistiques à l'Armée, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le rapport intégral qui m'est fourni par le Lieutenant Général Nuyten, Aide de Camp du Roi, que j'ai chargé spécialement du contrôle des déficiences signalées dans certaines unités, par Messieurs les Représentants Lambrechts et Devroe.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

H. DENIS.

*A Monsieur le Président du Sénat,
Bruxelles.*

(BIJLAGE VAN N° 26.)

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1939-1940.

Verslag over de toepassing van de wet
van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik
van de talen bij het leger.

MINISTERIE Brussel, 22 Maart 1940.
VAN
LANDSVERDEDIGING
KABINET VAN DEN MINISTER
N° 26/523/L.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Als bijlage van het verslag dat ik heb ingediend ter Senaatsvergadering van 12 December 1939 (*Stuk* n° 26), en dat betrekking heeft op de toepassing van de wet op het gebruik der talen bij het leger, heb ik de eer U het volledig verslag te doen geworden dat mij wordt verstrekt door Luitenant-Generaal Nuyten, vleugeladjudant des Konings, dien ik bijzonder belast heb met het toezicht over de tekortkomingen waarop in sommige eenheden wordt gewezen, door de Volksvertegenwoordigers Lambrechts en Devroe.

Verblijfve, Mijnheer de Voorzitter, met genegen gevoelens,

H. DENIS.

*Aan den Voorzitter van den Senaat,
Brussel.*

Application de la loi sur l'emploi des langues à l'armée. — Examen des plaintes formulées à la Chambre des Représentants, le 8 février 1940.

Les renseignements ci-dessous sont relatifs aux plaintes introduites, selon le Compte rendu analytique, par Messieurs Lambrechts et Devroe.

A. — DÉCLARATION DE M. DEVROE.

I. — L'Administration est unilingue française à la 3^e Compagnie (3^e Bataillon du service de guet peut-être?) du 2^e Régiment de Défense contre aéronefs, au 6^e Chasseurs Ardennais, au 2^e Aéronautique, au 4^e Corps de Transports, à la 33^e Compagnie des Troupes de Forteresse.

Sauf pour le 4^e Corps de Transport, qui n'existe plus, les assertions de M. Devroe sont exactes, mais dans toutes les unités précitées, l'usage de la langue française est conforme aux dispositions légales.

Le plaignant a fait la même remarque concernant le 12^e Bataillon (compagnie ?) du 38^e de Ligne.

Cette unité est composée de deux pelotons de chacun des régimes linguistiques. Dans les cas de l'espèce, non prévus par la loi, il a été décidé, avant le renforcement de l'Armée, de prendre pour langue dans l'administration celle de l'échelon immédiatement supérieur, en l'occurrence le bataillon. Or, celui-ci compte 10 pelotons français sur 16, la langue de l'administration doit donc être le français.

II. — Les autres unités citées par M. Devroe sont de régime linguistique mixte. Suivant les dispositions de l'article 24 de la loi, *l'administration*

Toepassing van de wet op het gebruik van de talen bij het leger. — Onderzoek van de klachten welke, op 8 Februari 1940, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werden geuit.

Onderstaande inlichtingen hebben betrekking op de klachten welke, volgens het Beknopt Verslag, door de heeren Lambrechts en Devroe werden ingebracht.

A. — VERKLARINGEN VAN DEN HEER DEVROE.

I. — De administratie is eentalig Fransch bij de 3^e Compagnie (3^e Bataljon van den Uitkijkdienst mischien ?) van het 2^e Regiment Grondverdediging tegen Luchtvaartuigen, bij het 6^e Ardenner Jagers, bij het 2^e Luchtvaartregiment, bij het 4^e Vervoerkorps, bij de 33^e Compagnie der Vestingtroepen.

Behalve voor het 4^e Vervoerkorps, dat niet meer bestaat, zijn de beweringen van den heer Devroe juist, doch bij al de voormelde eenheden strookt het gebruik van de Fransche taal met de wettelijke bepalingen.

De aanklager heeft dezelfde opmerking gemaakt met betrekking tot het 12^e Bataljon (? Compagnie) van het 38^e Linieregiment.

Deze eenheid is samengesteld uit 2 pelotons van elk der taalstelsels. In dergelijke niet bij de wet voorziene gevallen werd er, vóór de versterking van het Leger, besloten als administratietaal die te nemen van den onmiddellijk hooger echelon, zegge, in het hier besproken geval, het Bataljon. Welnu, dit laatste telt, op 15 pelotons, 10 Franschtalige, zoodat de administratietaal het Fransch moet zijn.

II. — De andere door den heer Devroe vermelde eenheden zijn eenheden met gemengd taalstelsel. Volgens de bepalingen van artikel 24

doit se faire dans la langue de la majorité des sous-unités, tandis que les *communications de service* doivent se faire dans les deux langues.

Le terme « administration » n'est défini ni par la loi, ni par ses commentaires. A mon avis, il s'agit en l'occurrence de l'ensemble des documents établis en ordre principal dans les bureaux de comptabilité et qui n'ont pas un rapport direct avec le service proprement dit de l'unité.

Pratiquement, il est souvent très difficile de faire une distinction entre « l'administration » et les « communications de service ». Certaines de ces dernières ont un caractère administratif et d'autre part, si tous les actes administratifs (Ordres journaliers par exemple) se faisaient uniquement dans la langue de la majorité des sous-unités, ils ne seraient pas compris par les unités minoritaires. C'est ce qui fait que dans les unités mixtes on est nécessairement conduit à traiter dans les deux langues les affaires d'ordre administratif qui s'adressent à l'ensemble des sous-unités. Je prendrai comme exemple les prescriptions générales fixant les modalités d'octroi des congés et celles concernant les soldes. Il est certain que bien que purement administratives, de telles prescriptions doivent, dans les unités mixtes, être bilingues, sous peine de ne pouvoir être comprises ni appliquées dans les unités minoritaires.

Cette interprétation n'exclut évidemment pas le fait de ne donner que dans une langue les prescriptions de l'espèce s'adressant uniquement à une ou plusieurs sous-unités unilingues.

Compte tenu de cette remarque, et d'après les déclarations des chefs de corps, les dispositions de la loi sont

der wet, moet *het bestuur (de administratie)* in de taal van de meerderheid der onder-eenheden geschieden, terwijl de *dienstmededeelingen* in de twee talen moeten worden gedaan.

De term « administratie » wordt noch in de wet noch in de desbetreffende commentaren omschreven. Mijns erachtens geldt het, in onderhavig geval, de gezamenlijke documenten welke voornamelijk in de comptabiliteitsbureelen worden opge maakt en niet rechtstreeks in verband staan met den eigenlijken dienst der eenheid.

In de practijk is het dikwijls zeer moeilijk een onderscheid te maken tusschen « de administratie » en de « dienstmededeelingen ». Sommige dezer laatste hebben een administratief karakter en daarenboven, indien al de administratieve akten (Dagorders, bij voorbeeld) uitsluitend in de taal van de meerderheid der onder-eenheden werden gesteld, zouden ze door de eenheden der minderheid niet worden begrepen. Zoo komt het dat men, bij de gemengde eenheden, noodzakelijk er toe gebracht wordt de zaken van administratieve aard, welke bestemd zijn voor *al* de onder-eenheden, te zamen in de twee talen te behandelen. Nemen wij als voorbeeld de algemeene voorschriften betreffende de verloven en de soldijen. Het is klaar en duidelijk dat dergelijke voorschriften, hoewel van zuiver administratieve aard, bij de gemengde eenheden tweetalig moeten zijn, zoo niet is er gevaar dat ze bij de eenheden der minderheid niet begrepen noch toegepast kunnen worden.

Deze interpretatie sluit natuurlijk niet uit dat soortgelijke voorschriften, wanneer ze uitsluitend voor een of meer eentalige onder-eenheden zijn bestemd, in een enkele taal worden gegeven.

Rekening houdend met deze opmerking, en steunende op de verklaringen van de Korpscommandanten, mag er

respectées aux 15^e Artillerie, 16^e Artillerie, 3^e Lanciers, 4^e Artillerie, 1^{er} Régiment de Défense terrestre contre aéronefs. Le chef de corps du 2^e Guides signale toutefois que dans son régiment l'administration se fait en français, alors qu'elle devrait l'être en flamand. Je mettrai cette question au point.

III. — *Assertion concernant la Gendarmerie.*

Il appert du rapport ci-joint (fiche 1) du Lieutenant-Général commandant le Corps de la Gendarmerie, que les griefs formulés sont sans fondement.

Je ne crois pas nécessaire de m'y arrêter davantage. Le fait que le plaignant situe Anvers et Hasselt, en Flandre, qualifie sa tendance et celui de déclarer qu'il existe à la Gendarmerie d'excellents éléments flamands qui pourraient occuper la place des autres, montre que M. Devroe fait de son interpellation une question de personnes dans laquelle il n'est pas possible de le suivre.

IV. — *Au 1^{er} Bataillon du 18^e de Ligne, le médecin ignore le flamand.*

Cette situation a existé, mais le médecin en cause a fait mutation depuis le 31 janvier pour un régiment d'expression française.

Cette mutation qui a eu lieu huit jours avant l'intervention de M. Devroe est la conséquence d'une demande de mutation introduite pour raisons linguistiques.

V. — *Au 5^e de Ligne et au 8^e de Ligne, les ordres sont donnés exclusivement en français.*

Les renseignements sur lesquels s'est

gezegd worden dat de bepalingen der wet bij het 15^e Artillerie, 16^e Artillerie, 3^e Lanciers, 4^e Artillerie, 1^e Regiment Grondverdediging tegen Luchtvaartuigen worden nageleefd. De Korpscommandant van het 2^e Gidsen wijst er evenwel op dat de administratie bij zijn Regiment in 't Fransch geschiedt, terwijl ze in 't Nederlandsch zou moeten plaats hebben. Ik zal deze kwestie regelen.

III. — *Beweringen aangaande de Rijkswacht.*

Uit bijgaand verslag (Fiche I) van den Luitenant-Generaal, Commandant der Rijkswacht, blijkt dat de uitgebrachte klachten ongegrond zijn.

Ik acht het niet noodig er langer bij stil te staan. Het feit, dat de aanklager Antwerpen en Hasselt in Vlaanderen plaatst, duidt zijn strekking aan, en zijn verklaring, volgens welke er bij de Rijkswacht goede Vlaamsche krachten voorhanden zijn die de plaats van de anderen zouden kunnen innemen, toont aan dat de heer Devroe zijn interpellatie maakt tot een kwestie van personen, waarin het niet mogelijk is hem te volgen.

IV. — *Bij het 1^e Bataljon van het 18^e linie is de geneesheer Vlaamsch-onkundig.*

Zulks heeft bestaan, doch de betrokken geneesheer is sedert 31 Januari overgegaan naar een Franschtalig regiment.

Deze mutatie, die 8 dagen vóór de tusschenkomst van den heer Devroe plaats had, is het gevolg van een mutatie-aanvraag welke om taalredenen werd ingediend.

V. — *Bij het 5^e Linie en het 8^e Linie worden de orders uitsluitend in het Fransch gegeven.*

De inlichtingen, waarop de aan-

basé le plaignant sont erronés. En effet :

a) Au 5^e de Ligne, régiment flamand comportant deux compagnies à régime mixte, tout se fait en flamand. Il n'est même pas fait exception pour les deux compagnies à régime mixte, la traduction de ce qui peut intéresser les éléments wallons étant laissée à l'initiative des commandants de compagnie.

J'ajouterai que toutes les théories et conférences sont données uniquement en flamand nonobstant la progression permise par la loi, jusqu'au 30 septembre 1941.

b) Au 8^e de Ligne, régiment mixte à prédominance flamande (trois bataillons flamands, compagnie d'état-major et un bataillon mixte à prédominance française), l'administration des unités flamandes est uniquement et intégralement flamande, celle des unités mixtes se fait dans la langue de la majorité, c'est-à-dire, en français (chaque compagnie mixte ne comptant qu'un seul peloton flamand).

Tous les commandements se font en flamand à tous les échelons, sauf au bataillon mixte, où ils se font en français mais où ils sont répétés en flamand pour l'unique peloton flamand que comprend chaque compagnie.

Les ordres intéressant l'ensemble des unités sont rédigés dans les deux langues.

J'ajouterai que tous les chefs de peloton et sous-officiers sont strictement du régime linguistique de l'unité à laquelle ils appartiennent.

* * *

klager steunt, zijn onjuist. Inderdaad :

a) Bij het 5^e Linie, Vlaamsch regiment dat 2 compagnies met gemengd taalstelsel omvat, geschiedt alles in 't Nederlandsch. Er wordt zelfs geen uitzondering gemaakt voor de twee compagnies met gemengd taalstelsel, wijl de vertaling van al wat van belang kan zijn voor de Waalsche elementen aan het initiatief van de Compagniescommandanten wordt overgelaten.

Ik voeg er bij dat al de lessen in de theorie en al de conferenties uitsluitend in 't Nederlandsch plaats hebben, zulks niettegenstaande de bij de wet toegestane progressie tot 30 September 1941.

b) Bij het 8^e Linie, gemengd regiment met Vlaamsch overwicht (3 Vlaamsche bataljons, Stafcompagnie en 1 gemengd bataljon met Fransch overwicht), is de administratie van de Vlaamsche eenheden uitsluitend en heelemaal Vlaamsch, terwijl die van de gemengde eenheden geschiedt in de taal der meerderheid, 't is te zeggen in 't Fransch (wjl elke gemengde compagnie slechts een enkel Vlaamsch peloton telt).

Al de commando's worden in 't Nederlandsch gegeven bij al de echelons, behalve bij het gemengd bataljon, waar ze in 't Fransch worden gegeven doch in 't Nederlandsch worden herhaald voor het eenig Vlaamsch peloton dat elke compagnie bevat.

De voor al de eenheden te zamen bestemde orders worden in de twee talen gesteld.

Ik voeg er bij dat al de pelotonscommandanten en onderofficieren strikt behooren tot het taalregime van de eenheid waarvan zij deel uitmaken.

* * *

B. — DÉCLARATIONS DU REPRÉSENTANT LAMBRECHTS.

I. — *A la 2^e Compagnie du 3^e Carabiniers une pression a été exercée sur des soldats qui avaient demandé leur mutation pour un régiment flamand.*

J'ai fait interroger tous les officiers, gradés et soldats de cette compagnie. Ils ont formellement déclaré n'avoir pas demandé de changer de compagnie ou de régiment.

Aucune pression n'a donc été exercée.

Un soldat a manifesté un jour le désir de passer dans une compagnie flamande. Satisfaction allait lui être donnée lorsqu'il a demandé à rester avec ses camarades. Réinterrogé à la suite de l'intervention Lambrechts, ce soldat s'est déclaré absolument satisfait.

J'ajouterai que tous les militaires de la 2^e Compagnie du 3^e Carabiniers expriment leur satisfaction d'appartenir à cette unité.

II. — *Un soldat des Troupes de Transmission à Vilvorde qui demande sa mutation est signalé au rapport et le Commandant Joris déclare qu'il saura bien y mettre fin. Depuis lors, ce soldat est de toutes les corvées.*

Cette assertion n'est en rien fondée.

Ci-joint, déclaration du Commandant Joris (fiche II) et du Chef de Corps (fiche III.)

J'annexe trois dossiers établissant les difficultés éprouvées au Service Technique Troupes de Transmission au sujet de la question linguistique.

B. — VERKLARINGEN VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGER LAMBRECHTS.

I. — *Bij de 2^e Compagnie van het 3^e Karabiniers werd er drukking uitgeoefend op Vlaamsche soldaten die hun overplaatsing naar een Vlaamsch regiment hadden gevraagd.*

Ik heb al de officieren, gegradueerden en soldaten van deze compagnie laten ondervragen. Zij hebben uitdrukkelijk verklaard niet gevraagd te hebben om van compagnie of van regiment te veranderen.

Er is dus geenerlei drukking uitgeoefend geworden.

Een soldaat heeft op zekeren dag het verlangen uitgedrukt naar een Vlaamsche compagnie over te gaan. Er ging hem voldoening geschonken worden toen hij gevraagd heeft om bij zijn makkers te blijven. Opnieuw ondervraagd naar aanleiding van de tusschenkomst van den heer Lambrechts, heeft deze soldaat zich volkomen tevreden verklaard.

Ik voeg er bij dat al de militairen van de 2^e Compagnie van het 3^e Karabiniers er hun voldoening over uitdrukken tot deze eenheid te behooren.

II. — *Een soldaat van de Transmissietroepen te Vilvorde, die zijn overplaatsing vroeg, werd op het rapport gebracht en Commandant Joris zegde dat hij er wel mede zou gedaan maken. Sedert wordt de soldaat nooit vergeten bij de corvee.*

Deze bewering is in geenen deele gegrond.

Hierbij de verklaring van Commandant Joris (fiche II) en van den Korpscommandant (fiche III).

Ik voeg er 3 dossiers bij waaruit blijkt welke moeilijkheden de Technische Dienst van de Transmissietroepen met betrekking tot de taalkwestie ondervindt.

III. — *Des soldats du 31^e de Ligne, 3^e Compagnie, sollicitent leur mutation pour un régiment flamand unilingue. Le chef de corps déclare que les ordres seraient donnés également en néerlandais. Les soldats n'osent plus insister.*

Le 25 novembre, trois soldats ont demandé à passer dans un régiment flamand. Invités, le 27 novembre, par leur chef de bataillon à introduire une demande de changement de corps, ils n'ont pas donné suite à cette suggestion.

Comme l'indique le dossier ci-joint (fiche IV), ces militaires ont renoncé à leur demande antérieure.

IV. — *Un soldat de la 6^e Compagnie, du 3^e Cyclistes, sollicite sa mutation pour une unité flamande. Le Commandant wallon Bergmans rejette sa demande. Je vous engage à lire le rapport de ce Commandant, Monsieur le Ministre, vous serez édifié.*

La 6^e Compagnie du 3^e Cyclistes est une unité flamande, faisant partie d'un bataillon totalement flamand.

Contrairement à l'affirmation de M. Lambrechts, le Commandant Bergmans n'est pas wallon.

Il est exact qu'un soldat a demandé à changer de corps et que cette faveur lui a été refusée parce que sa demande tendait uniquement à être désigné pour le Corps de Transport (fiche V). Ce refus est conforme aux instructions et la question linguistique n'a rien à y voir.

V. — *Le 2^e Lanciers, 6^e Escadron, est une unité flamande faisant partie d'un corps wallon. Les soldats demandent leur mutation pour une division*

III. — *Soldaten van het 31^e Linie-regiment, 3^e Compagnie, vroegen om naar een eentalig Vlaamsch regiment te worden overgeplaatst. De Korpscommandant zegde dat de bevelen ook in het Nederlandsch zouden worden gegeven. De jongens dierven niet meer aandringen.*

Op 25 November hebben 3 soldaten gevraagd om naar een Vlaamsch regiment over te gaan. Zij werden op 27 November door hun bataljonscommandant verzocht een aanvraag om verandering van korps in te dienen, doch zij hebben geen gevolg aan dit verzoek gegeven.

Zooals blijkt uit bijgaand dossier (fiche IV), hebben deze militairen van hun vroegere aanvraag afgezien.

IV. — *Een soldaat van de 6^e Compagnie van het 3^e Regiment Wielrijders vroeg zijne overplaatsing naar een Vlaamsche eenheid. De Waalsche Commandant Bergmans wees de aanvraag af. Het ware interessant dat gij het rapport van den Commandant eens zoudt lezen, Heer Minister.*

De 6^e Compagnie van het 3^e Regiment Wielrijders is een Vlaamsche eenheid welke deel uitmaakt van een totaal Vlaamsch bataljon.

In strijd met de bewering van den heer Lambrechts is Commandant Bergmans geen Waal.

Het is juist dat er een soldaat gevraagd heeft om van korps te veranderen en dat deze gunst hem geweigerd werd omdat zijne aanvraag er enkel toe strekte voor het Vervoer-korps te worden aangewezen (fiche V). Deze weigering strookt met de onder-richtingen en de taalkwestie is daar geenszins bij gemoeid.

V. — *Het 2^e Lansiers, 6^e Eskadron, is een Vlaamsche eenheid welke deel uitmaakt van een Waalsch korps. Vlaamsche soldaten vragen om naar*

flamande. Cette demande n'est pas accueillie.

Il résulte de la déclaration du Commandant d'Escadron (fiche VI) qu'aucun militaire n'a introduit de demande de mutation pour une division flamande.

* *

Ainsi, se trouve épuisé l'examen de la série de plaintes formulées par MM. Devroe et Lambrechts d'après le *Compte Rendu Analytique*.

Les Annales Parlementaires de la séance du 8 février 1940, et qui m'ont été envoyées le 15 mars, relèvent encore d'autres faits, d'ailleurs du même genre que ceux examinés ci-dessus.

A moins que Monsieur le Ministre n'en juge autrement, j'estime que les éléments déjà réunis doivent suffire aux Représentants précités pour les convaincre du manque total de fondement de leurs assertions.

.

Le Lieutenant Général,
Aide de Camp du Roi,
Inspecteur Général de l'Infanterie,
P. NUYTEN.

een Vlaamsche divisie te worden overgeplaatst. Aan die vraag wordt geen gevolg gegeven.

Uit de verklaring van den Eskadroncommandant (fiche VI) blijkt er dat geen enkel militair eene aanvraag om overplaatsing naar een Vlaamsche divisie heeft ingediend.

* *

Daarmee is het onderzoek van de reeks klachten, welke volgens het *Beknopt Verslag* door de heeren Devroe en Lambrechts werden geuit, ten einde geloopt.

De *Parlementaire Handelingen* van dezelfde vergadering van 8 Februari 1940, welke mij op 15 Maart werden toegezonden, vermelden nog andere feiten, welke overigens van denzelfden aard zijn als die welke hiervoren werden onderzocht.

Tenzij de heer Minister er anders over oordeelt, meen ik dat de reeds verzamelde gegevens ongetwijfeld volstaan om voornoemde Volksvertegenwoordigers er van te overtuigen dat hun beweringen allen grond missen.

.

Luitenant-Generaal,
Vleugeladjutant des Konings,
Inspecteur-generaal der Infanterie,
P. NUYTEN.